



Communiqué de presse

250 000 galériens des mobilités du quotidien : stop ou encore ?

Nous attendions cette rencontre du 29 mars convoquée conjointement par la Région et la Métropole avec beaucoup d'impatience et d'espoir !

Las ! Reportée sine die ! Nous ne savons pas ce qui l'emporte, la déception, l'incompréhension ou l'inquiétude !

La perspective ouverte par le vote de la loi SERM (Service Express Régional Métropolitain) doit prendre en compte les besoins réels des habitants dont l'emploi dépend majoritairement de la Métropole de Montpellier : c'est une exigence de **Justice sociale** !

Il s'agit d'agir au bénéfice de l'ensemble des citoyens en agissant sur le **désenclavement** des zones rurales et périurbaines en visant le **désengorgement** des entrées urbaines : en clair, il faut enclencher une diminution drastique de l'utilisation de la voiture en mettant en œuvre un **choc d'offres de transport collectif** associé à un développement des mobilités actives sécurisées.

C'est à ce titre que nous pourrions mettre en œuvre une **réelle transition écologique** bénéfique à tous !

Nous appelons la Région et les collectivités territoriales, dont la Métropole de Montpellier et l'Etat à prendre en compte la dimension du triple défi à mettre en œuvre :

- Démocratique
- Territorial
- Environnemental

Nous attendons que cette rencontre soit rapidement reprogrammée compte tenu des échéances et du temps nécessaire à la concertation la plus large inscrite dans la loi SERM.

Collectifs Transportons-Nous ! du Cœur d'Hérault et de la Métropole de Montpellier,

Arnauld CARPIER,

coordination@transportonsnous.fr

Conseil de Développement du Pays Cœur d'Hérault,

Cathy BOUSQUET, Charly FABRE et Annie DALBAN pour la co-Présidence,

codev@coeur-herault.fr